

<p>TOTAL RAFFINAGE FRANCE</p> <p>Etablissement Pétrolier de Gargenville</p>	<p><u>ANNEXE DICT/DT</u></p>	<p>DOC/GGV/AQ-181 – Rév.0 du 25/10/2017</p> <p>Rattaché à la procédure : GGVMGL PLIF 01</p>
---	-------------------------------------	---

Les dispositions contenues dans le présent document constituent des **RECOMMANDATIONS GENERALES DE SECURITES** qui ne présentent aucun caractère exhaustif et qui ne sauraient de quelque manière que ce soit se substituer ou modifier les obligations de l'entreprise chargée de l'exécution des travaux, que ces obligations aient pour origine la réglementation en vigueur, les règles de l'art ou les documents contractuels qui la lient au maître d'ouvrage.

Il incombe en conséquence à cette entreprise - et ce nonobstant la présence éventuelle d'un agent TOTAL sur les lieux - de prendre, sous sa responsabilité, toutes mesures appropriées en vue de sauvegarder la sécurité des personnes et la protection de l'oléoduc.

1. Précaution à prendre avant travaux

Les renseignements fournis par TOTAL lors de la réponse à la DT/DICT devront être transmis aux entreprises qui seront chargées de l'exécution des travaux, y compris les entreprises sous-traitantes ou membre d'un groupement d'entreprise.

Un balisage spécifique du pipeline devra être effectué par notre surveillant de pipeline.

Le repérage de la canalisation est indispensable et doit être effectué de la manière suivante :

- Ce repérage doit être exécuté au moyen d'un détecteur de canalisation par un agent TOTAL et complété par des sondages effectués manuellement en sa présence par l'entreprise,
- A cet effet, un rendez-vous préalable doit être fixé avec le surveillant TOTAL notamment par téléphone, et dans un délai de 48 heures au minimum avant la réalisation des travaux de repérage,
- Le balisage mis en place par l'entreprise en présence du surveillant TOTAL devra être maintenu en place pendant toute la durée du chantier,
- L'attention de l'entreprise chargée des travaux est appelée sur le fait que les plans de pose de la canalisation du Gulchet Unique ou communiqués par TOTAL n'ont qu'une valeur indicative, destinés à situer approximativement la canalisation et à en faciliter le repérage qui doit, en tout état de cause, être effectué dans les conditions précitées.

2. Surveillance des travaux

Les travaux seront surveillés par un agent de la société TOTAL. Le responsable des travaux sera tenu d'appliquer les mesures qui lui seront indiquées par cet agent.

Si lors de l'exécution des tranchées, un accident quelconque même léger se produisait (affaissement, arrachement du revêtement, déformation du tube à la suite d'un choc etc....) le service d'exploitation devra être prévenu immédiatement.

En cas d'accrochage ou de percement accidentel de la canalisation :

- Arrêter immédiatement tous travaux et interdire toute flamme, étincelle ou point chaud aux abords de la fuite (arrêter tous les moteurs y compris ceux des véhicules et des engins de chantier),
- Alerter le représentant Total et la salle de contrôle en donnant le maximum d'informations sur l'incident.

Numéro d'urgence : 01.30.92.28.40

Les représentants devront participer aux réunions de chantier et plus particulièrement à celles où l'ouvrage pipeline sera concerné, notamment pour les travaux de voiries et de réseaux.

Les comptes-rendus de réunion devront impérativement être adressés à TOTAL.

<p>TOTAL RAFFINAGE FRANCE</p> <p>Etablissement Pétrolier de Gargenville</p>	<p><u>ANNEXE DICT/DT</u></p>	<p>DOC/GGV/AQ-181 – Rév.0 du 25/10/2017</p> <p>Rattaché à la procédure : GGV/MGL PLIF 01</p>
--	-------------------------------------	--

3. Dommmage

Il est précisé que la surveillance de l'agent TOTAL ne saurait en aucun cas dégager la responsabilité de l'entrepreneur si des détériorations étaient constatées sur le pipeline.

Les dépenses occasionnées par la mise en œuvre des moyens indiqués dans les règles à observer pour l'exécution des travaux sont à la charge du responsable des travaux, ainsi que les frais éventuels de remise en état de notre ouvrage.

4. Précaution à prendre pendant travaux

Gestion des accès :

L'accès à l'ouvrage doit être maintenu libre pendant toute la durée des travaux. L'accès aux bornes, aux bouches à clef, aux robinets, aux reniflards, aux prises de potentiel, aux fosses à vannes ou postes de sectionnement doit toujours être possible.

Croisement par un ouvrage tiers :

L'entrepreneur localisera l'emplacement de chaque point de croisement avec l'ouvrage TOTAL, à chacun de ces points, une fouille sera ouverte pour mettre à jour notre ouvrage et confirmé sa profondeur, le mode de franchissement à retenir (par dessus ou par dessous) et la protection à assurer.

En règle générale, le croisement se fera par le dessous. Pour le passage par le dessus, la demande doit être étudiée au cas par cas et une convention entre l'exploitant de l'ouvrage installé et Total peut être réalisée.

Les intervalles à assurer entre les génératrices seront instaurés au-cas par cas avec un minimum de 40 cm entre génératrices.

Distance à respecter pour la pose en parallèle d'une tuyauterie ou d'un câble.

Dans le cas où la conduite ou le câble à poser suivrait une direction commune avec une ligne souterraine ou un câble souterrain, elle ne doit pas s'en rapprocher à moins de 5 m. Toute déviance à cette règle sera discutée au cas par cas.

Protections à appliquer sur la conduite :

Lors d'un croisement de tuyauteries entre elles ou avec des câbles, une protection sera posée au dessus de l'ouvrage existant et de l'ouvrage à poser.

Un dispositif avertisseur (en général grille plastique) doit être placé à une distance comprise entre 30 et 60 cm au dessus de la génératrice supérieure de la canalisation afin d'avertir l'exécutant des travaux avant qu'il n'y ait contact avec la canalisation. Les conditions de pose ainsi que la couleur et la largeur sont fixées conformément au guide GESIP 2007/02 (Conditions de Pose du dispositif avertisseur et mesures substitution applicable).

Ce renforcement s'étendra sur 3 mètres de part et d'autre du ou des points de croisements.

Dans le cas des croisements de câbles de télécommunications ou d'énergie électrique, le revêtement de la canalisation doit être renforcé de part et d'autre du point de croisement sur une distance de :

- 3 mètres pour les câbles de télécommunication,
- 5 mètres pour les câbles d'énergie électrique MT ou BT.

Les canalisations étant sous protection cathodique, l'entreprise qui met en place des conduites ou d'autres équipements en acier à proximité de la canalisation doit en être informée et des mesures contradictoires doivent être prises en commun avec le service Inspection Total (ou son mandataire) afin de définir les solutions à envisager pour éviter les interférences éventuelles.

La présence de notre oléoduc en terrain privé n'est en principe signalée par aucun dispositif avertisseur ou protecteur ; dans le domaine public, ce dispositif peut ne pas exister. Ceci doit inciter le responsable du chantier et le personnel de l'entreprise à la vigilance.

<p>TOTAL RAFFINAGE FRANCE</p> <p>Etablissement Pétrolier de Gargenville</p>	<p><u>ANNEXE DICT/DT</u></p>	<p>DOC/GGV/AQ-181 – Rév.0 du 25/10/2017</p> <p>Rattaché à la procédure : GGV/MGL PLIF 01</p>
---	-------------------------------------	--

Lorsque la canalisation reste découverte, un gardiennage pourra être imposé par le surveillant de ligne à la charge de l'intervenant

Si une canalisation se trouve dégagée sur une longueur supérieure à 5 mètres, elle devra être correctement calée. Etant donnée la fragilité de son revêtement extérieur, ce calage provisoire sera fait au moyen de pièces de bois ne présentant pas d'angle vif au contact de la canalisation et avec interposition d'un matériau souple (sac de sable par exemple).

Remblaiement :

De manière générale, le remblaiement jusqu'à 30 à 40 cm (1^{er} remblai de protection à 20 cm) au-dessus de la génératrice supérieure de la canalisation doit être effectué avec du sable (excepté du sable de mer ou du sable présentant des arêtes vives) et tassé sans porter atteinte au revêtement extérieur de la canalisation. Un grillage avertisseur est soigneusement mis en place au-dessus de la canalisation conformément au standard. Au remplissage de la fouille, le tout-venant ne doit pas comporter de matériaux hétérogènes de granulométrie supérieure à 60 mm et veiller à compléter les 30 derniers cm par de la terre végétale. Le comblement doit être fait avec soin afin d'éviter tout affaissement pouvant provoquer des contraintes supplémentaires sur la canalisation.

L'entrepreneur avertira en temps utile TOTAL afin qu'un agent puisse constater l'état de l'ouvrage avant remblai et assister aux opérations de remblaiement. La vérification de l'intégrité de l'ouvrage est consignée dans le constat contradictoire de bon achèvement des travaux.

Si le remblaiement est effectué sans en avertir TOTAL celui-ci demandera la réouverture des tranchées à l'entrepreneur.

Réparation de l'enrobage en cas de dégradations :

La réparation s'effectuera de la façon suivante :

- Enlèvement de l'enrobage sur une longueur minimal de 10 cm de part et d'autre de la zone intéressée,
- Grattage et brossage de la tuyauterie, visite et inspection,
- Réfection de l'enrobage avec un recouvrement minimum de 20 cm de part et d'autre de la zone et il ne peut y avoir plusieurs reprises d'enrobage en moins d'1 m,
- Contrôle au balai électrique sous une tension alternative de 10 000 volts.

Dans tous les cas les jonctions avec l'enrobage existant devront être particulièrement soignées et vérifiées afin que la continuité et la tenue du revêtement ne soient pas altérées.

5. Travaux réalisés à l'aide d'engins mécaniques ou d'explosifs

La personne physique ou morale qui désire entreprendre les travaux devra préciser au service TOTAL :

- Les travaux à réaliser,
- Les engins employés et la nature des opérations qu'ils doivent effectuer,
- Les lieux de passage.

L'utilisation d'engin mécanique (tel que trancheuse) à une distance inférieure à 10 mètres de la canalisation est strictement interdite sauf autorisation écrite préalable de TOTAL sous réserve de réalisation d'un sondage sur la canalisation (en présence du représentant TOTAL)

Interdiction formelle d'utiliser des explosifs

<p>TOTAL RAFFINAGE FRANCE</p> <p>Etablissement Pétrolier de Gargenville</p>	<p><u>ANNEXE DICT/DT</u></p>	<p>DOC/GGV/AQ-181 – Rév.0 du 25/10/2017</p> <p>Rattaché à la procédure : GGV/MGL PLIF 01</p>
---	-------------------------------------	--

L'emploi du feu ou le dégagement d'une forte chaleur est interdit à proximité de la canalisation non protégée par un écran suffisant, la mise en place d'un tel écran incombant à l'entreprise intervenante.

Tout travail de terrassement d'approche devra être exécuté avec un godet sans dents.

A moins de 1 mètre d'une canalisation, le travail est entièrement fait à la main ou par aspiration afin de ne pas porter atteinte ni à l'ouvrage, ni à son revêtement.

Interdiction absolue de circuler avec des engins de plus de 3,5 tonnes au-dessus de la canalisation.

S'il s'avère indispensable qu'un terrain abritant une canalisation soit aménagé provisoirement en piste d'accès ou en aire de stationnement ou de stockage de matériaux, susceptible d'être utilisée par des engins lourds (Poids par essieu > 1,75 T) pouvant être conduit avec un permis B, l'épaisseur du remblai au-dessus de la canalisation doit être vérifiée par sondage manuel réalisé par l'entreprise en présence du représentant Total et la surcharge admissible vérifiée par calcul selon l'API 1102. Eventuellement, la canalisation doit être protégée par des plaques de répartition de charges appropriées (dalles en béton armé, plaques d'acier ou tout autre dispositif de protection agréé par Total) approvisionnées et implantées par l'entreprise en accord avec le représentant Total. La définition et la mise en œuvre de ce type protection sont décrites dans la spécification générale Total GS RM PLR 403 (§ 8.9.3.8 - §8.9.4.1) et dans le Guide professionnel GESIP n°2008/02 Mesures compensatoires de sécurité (§3.4).

La mise en œuvre de béton directement sur une canalisation est prohibée.

La zone d'autorisation de circuler sera alors repérée et celle d'interdiction délimitée selon les prescriptions TOTAL.

Le responsable du travail devra prendre en compte avant et pendant la durée des travaux, les facteurs extérieurs pouvant influencer défavorablement la bonne exécution des travaux :

- Infiltration d'eau
- Eaux pluviales
- Les charges situées à proximité immédiate de l'excavation

Les travaux de compactage par vibrations sont strictement interdits dans une bande de 50 mètres de part et d'autre de la canalisation, sauf accord de TOTAL France et après étude technique.

NOTA : LE SEUIL MAXIMUM DES VIBRATIONS ADMISSIBLE EST DE 40 mm/s POUR UNE CANALISATION EN ACIER.

Les fouilles de plus de 1,3 m de profondeur et d'une largeur inférieure ou égale aux 2/3 de la profondeur doivent être blindées (code du travail R4534-24). La règle d'or Total n° 9 encadre les travaux de fouille et la spécification Total GS RC CIV 100 précise les éléments de justification à fournir en cas de blindage.

En tout état de cause, il est interdit, sauf accord du service TOTAL de comprimer ou décompresser le sol autour des conduites, par des travaux, des ouvrages ou des efforts exercés sur le terrain.

Les forages verticaux – carottages ou sondages géologiques sont interdits à moins de 10 mètres des canalisations. Sinon il faut recourir à un sondage manuel.

Si une anomalie était constatée lors de l'exécution des travaux, TOTAL se donne le droit d'arrêter ceux-ci.

Total n'autorisera la reprise qu'après que les dispositions supprimant l'anomalie constatée, aient été acceptées par Total MGL/PLIF.

<p>TOTAL RAFFINAGE FRANCE</p> <p>Etablissement Pétrolier de Gargenville</p>	<p><u>ANNEXE DICT/DT</u></p>	<p>DOC/GGV/AQ-181 – Rév.0 du 25/10/2017</p> <p>Rattaché à la procédure : GGV/MGL PLIF 01</p>
---	-------------------------------------	--

6. Travaux agricoles

Pour les travaux agricoles courants un passage régulier et normal d'un engin agricole (même de plus de 3.5 tonnes) au droit du pipeline ne nécessite pas l'établissement d'une DICT.

Pour les travaux agricoles spéciaux (drainage, sous solage, nivellement, débardage, etc. ...) une DICT sera nécessaire.

7. Modification de l'environnement

Si le profil du terrain naturel doit être modifié, l'entreprise demandera l'accord écrit de TOTAL, la charge mesurée entre le sol et la génératrice supérieure de la canalisation sera dans tous les cas supérieure à 1 mètre.

Une protection de la canalisation sera nécessaire suivant le standard et soumise à l'agrément de TOTAL lorsque :

- Une route ou un chemin sera construit, élargi ou approfondi, au-dessus de la canalisation existante.
- Pour toute partie de la canalisation où il est démontré que la cote de charge de 0,80 mètre est impossible à conserver.

Il est strictement interdit d'effectuer toutes constructions soumises à permis de construire, mais aussi les habitations légères de loisirs telles que les abris de chasse, de pêche et de jardin ainsi que les plantations d'arbres ou arbustes (hormis certains arbustes à racines superficielles (20 mètres en zone forestière et plus de 5 mètres hors zone forestières)), ou toutes autres constructions légères dans la bande des 5 mètres non aedificandi.

Aucune construction nécessitant des fondations ne peut être élevée à moins de 15 mètres de la canalisation, sauf cas particuliers examinés conjointement par l'exécutant et le représentant Total.

8. Fin des Travaux

La fin de travaux fait l'objet d'un constat contradictoire de bon achèvement des travaux entre le représentant Total et l'exécutant des travaux. L'objectif de ce constat contradictoire vise à vérifier que :

- L'intégrité de la conduite et de son revêtement ne sont pas affectés (contrôle revêtement, remblai, grille avertisseur, etc.),
- Les prescriptions demandées sont bien respectées,
- Les travaux réalisés conforme à la déclaration.

Par ailleurs, le niveau du terrain après travaux doit être au moins égal à l'initial à l'exception des zones de pacage ou de culture où le remblai doit former un léger dôme dépassant d'environ 10 cm le niveau initial, ceci afin de prévenir tout tassement dans le temps.

L'exécutant des travaux s'engage à remettre à la fin du chantier, dans un délai de 15 jours après l'achèvement des travaux, la mise à jour des plans (plans de récolement).

9. Gestion du changement

Au cours des travaux l'exécutant peut être amené faire de découverte inopinée d'un écart par rapport à la situation normale. Dans ce cas, les travaux sont stoppés et une analyse de risques et constat contradictoire sont effectués avant leur poursuite. Il peut s'agir de (liste non exhaustive) :

- réseau non identifié ou non localisé au départ,
- différence notable entre l'état du sous-sol constaté et les Informations fournies à l'exécutant,
- vestige, engins explosifs etc.

10. Frais

A l'exception des frais engagés par le représentant Total pour la localisation des ouvrages, tous les autres frais directs et indirects entraînés par la mise en œuvre des consignes sus mentionnées sont à la charge de l'exécutant des travaux.